

# Il est plus difficile d'être femme qu'homosexuel en politique

- ▶ Les élus ouvertement homosexuels sont rarement confrontés à l'intolérance.
- ▶ Les mésaventures qu'ils connaissent ont plutôt lieu dans la sphère privée.
- ▶ Si elle existe encore, l'homophobie découle surtout du machisme, qui est loin d'avoir disparu et, selon nos témoins, touche principalement les femmes.

**D**emandez à un élu ouvertement homosexuel si cela lui a déjà posé problème dans sa carrière politique, il vous répondra probablement que non. Plus surprenant : la majorité de ceux que nous avons interrogés à la suite d'un clash entre deux échevins PS et MR à Ans (le premier a été exclu de son parti pour avoir proféré des insultes homophobes au second) faisait prendre un tour inattendu à la conversation : « Vous savez, pour nous, ça va. Pour les femmes par contre... »

Plutôt que de prêcher pour leur chapelle, ils tiennent à attirer l'attention sur le machisme ambiant, toujours bien présent. « Le sexisme est bien plus répandu en politique que l'homophobie, assure le sénateur et ancien ministre wallon Christophe Lacroix (PS). Encore aujourd'hui, en 2018, les femmes sont souvent considérées par leurs collègues masculins comme des êtres inférieurs en politique, par nature. Ils les voient comme peu disponibles car elles doivent s'occuper des enfants. Ce genre de réflexion

*est encore bien présent. Certains continuent à les réduire à un bout de chair. Cela me désole. À partir du moment où on nie l'existence intellectuelle d'une personne, on en fait du bétail. »*

## « J'ai dû m'insurger contre des commentaires sexistes à l'égard des femmes »

L'écologiste Benoît Hellings, candidat au poste de bourgmestre de la Ville de Bruxelles, ne dit pas autre chose. Quand on lui demande s'il est difficile d'être gay en politique, il répond du tac au tac : « La politique est un monde difficile pour les femmes. Je suis un homme homosexuel, ce n'est donc pas plus difficile. »

Pour lui, l'homophobie est la conséquence, « la queue du serpent », du machisme : « Même à la Chambre, j'ai déjà dû m'insurger contre des commentaires sexistes à l'encontre de femmes qui avaient le malheur d'être jolies. Cela vient parfois carrément d'élus homosexuels qui, à mon avis, sont confrontés à un machisme plus discret au sein de

*leur parti. »*

Pascal Smet (SPA), le ministre de la Mobilité à Bruxelles, tempère les propos de ses collègues : « Il y a aussi des femmes qui peuvent être très dures, limite méchantes. Tout dépend de la

*personnalité de chacun. La politique est un milieu très rude, avec des échanges parfois violents, ce qui est d'ailleurs entretenu par les médias. »*

## « Un métier de célibataire »

Être un homme homosexuel plutôt qu'une femme serait carrément vu comme un avantage par certains. « On acceptera plus facilement un homme gay moins compétent qu'une femme plus compétente, assure le député fédéral, Jean-Jacques Flahaux (MR). Même s'il y a le mariage et l'adoption, il y a relativement peu de pères gays. Cela semble plus simple car on sait qu'ils n'ont pas d'enfant. On a tort car les femmes ont un regard plus concret, plus pratico-pratique que les hommes. C'est à la société de s'adapter, pas l'inverse. »

Rarement d'accord avec son collègue libéral, Benoît Hellings le rejoint sur un point : « C'est un métier de célibataire. Avec les horaires qu'on a, avoir un contact avec ses enfants est très compliqué tant pour un homme qu'une femme politique. »

## Et les lesbiennes ?

Et si, au final, le plus difficile était d'être une femme homosexuelle en politique ? Le sujet mériterait d'être creusé. Spontanément, aucun de nos témoins n'était capable d'en citer une qui avait occupé un rôle de premier plan en Belgique. Du côté des associations qui défendent les droits des homosexuels, on n'avait pas non plus d'exemple à donner.

Tous en connaissent, surtout au niveau local, mais elles ne souhaitent en général pas en parler. Probablement pour les mêmes raisons que leurs collègues masculins, qui ne souhaitent pas être vus comme les étendards d'une cause particulière. ■

MAXIME BIERMÉ

## « On ne m'avait jamais insulté les yeux dans les yeux »

Le week-end dernier, Thomas Cialone, échevin MR à Ans, a été insulté en public par son collègue socialiste, qui lui a par ailleurs lancé que « les relations entre hommes sont contre nature ». En plus de vingt ans de carrière politique, il n'avait jamais été confronté à une telle situation. « L'avantage, si l'on veut, du milieu politique, c'est que tout se dit et se sait très rapidement. Je pourrais citer une dizaine de personnes qui ont eu un mot ou un qualificatif dégradant lié à ma vie privée dans mon dos. Je pense que c'est le lot de tous ceux qui sont différents. Mais jamais un adversaire ne m'avait insulté frontalement, les yeux dans les yeux. » Ce qui l'a le plus surpris, c'est d'avoir été accusé d'utiliser cette affaire pour mener une cabale politique. « Malgré la douzaine de témoins, certains de ses amis assuraient que je mentais. » Il insiste : son action est personnelle et privée.

« Même s'il n'avait pas été mon collègue, j'aurais porté plainte. J'ai voulu inverser la tendance de l'agressé qui se tait face à l'agresseur, me tenir debout et réclamer des excuses. »

Pas vraiment militant jusqu'à présent, Thomas Cialone a eu un déclic. « En tant que mandataire public, on a une responsabilité de banaliser les comportements et les différences. L'acceptation s'apprend, elle est culturelle et générationnelle. » A ceux qui ont du mal à s'assumer au grand jour, il dit : « Quand vous êtes honnêtes, les électeurs ne vous jugent pas sur votre orientation sexuelle mais sur ce que vous pouvez leur apporter, la manière dont vous les traitez. C'est ça l'essentiel. »

## « Il faut une visibilité de l'homosexualité en politique, sans tralala »

Benoît Hellings, député fédéral Ecolo qui se verrait bien premier bourgmestre ouvertement gay de la Ville de Bruxelles, a rejoint son parti au début des années 2000. « C'était un autre monde, il n'y avait pas le mariage ni l'adoption. J'ai vu que cette question était complètement dépassionnée et acceptée chez Ecolo. Tout le monde est au courant, mon compagnon est aussi membre et nous payons une cotisation réduite parce que nous sommes un couple. »

Jamais victime de remarques déplacées de la part de ses collègues politiques, Benoît Hellings subit de façon répétée des insultes homophobes via les réseaux sociaux, principalement sur Twitter où l'anonymat est la règle. Certains n'hésitent pas à l'interpeller à visage découvert : « Au printemps dernier, j'avais participé à un débat sur la mort de Mawda à la télévision. Mon profil Facebook était lié à une vidéo publiée par la chaîne. Or, c'était le lendemain de la Gay Pride et il y avait des photos. Deux personnes m'ont insulté à visage découvert. J'envisage de porter plainte mais j'ai

d'abord tenté de prendre contact avec eux pour leur proposer de venir visiter une association qui aide les jeunes gays mis dehors par leurs parents. » Aucun des deux agresseurs ne lui a répondu.

Que faire alors ? « En politique, il faut une visibilité de l'homosexualité sans tralala. Certains de mes collègues sont obsédés par ce sujet et ne déposent que des propositions de loi sur ce thème. Il faut dépassionner le débat. L'homophobie existe toujours mais la société belge est particulièrement avancée. C'est vrai

que le milieu politique est peut-être plus facile que chez les ouvriers ou les sportifs. Comment est-ce possible qu'il n'y ait jamais eu de Diable rouge ouvertement gay ? Selon les statistiques, il en faudrait au moins un. Je pense que ça ferait énormément de bien, surtout dans les milieux plus populaires. »

## « Mon compagnon m'a aidé à sortir du placard »

Christophe Lacroix (PS), sénateur et ancien ministre des Pouvoirs locaux, n'a pas toujours bien vécu son homosexualité dans le milieu politique. « Quand je me suis lancé en politique, j'avais une vingtaine d'années. C'est clair que je m'affichais très peu. Mon compagnon de l'époque m'a aidé à "sortir du placard" et cela s'est finalement très bien passé. » Voir que la population lui a renouvelé sa confiance aux élections locales a été un moment fort. « En fait, finalement, je crois qu'on se fait des films. On se met soi-même dans une prison. »

Christophe Lacroix veut adresser un message à ceux qui n'osent pas franchir le cap de peur d'être exposés et par conséquent jugés : « En n'affirmant pas ce qu'ils sont, ils s'enferment eux-mêmes dans une prison. C'est la nature qui nous impose cette orientation. On doit l'accepter. Je peux vous dire que la majorité des gens vont réagir favorablement. Dans le pire des cas, cela permet de faire le tri dans votre vie. Ceux qui vous respectent ne poseront pas de questions. Les autres sont des éléments nuisibles qu'il est bon d'éliminer. »

## « On ne demande pas aux hétéros ce qu'ils font dans leur lit »

On l'appellera Pierre. La petite trentaine, il est membre du CDH et a choisi de témoigner de manière masquée. Pas par crainte d'être reconnu par ses collègues, « tout le monde est au courant ». Plutôt parce que, comme les autres témoins, il n'a pas envie qu'on lui colle une étiquette d'étendard, de militant de la cause gay. Pierre a fait son coming out récemment, alors qu'il s'était déjà lancé en politique. « Cela a été une période difficile car j'ai dû faire un travail personnel par rapport à mes modèles, mes principes, mais le fait de m'assumer n'a rien changé au quotidien au sein de ma formation politique. »

Jamais victime de discrimination ou de remarques désobligeantes, Pierre a beaucoup de recul sur l'altercation à Ans, le week-end dernier. « L'échevin dit une bêtise et il a été sanctionné directement par tout le monde. Il n'y a rien de plus à dire. Si c'était un gars qui avait été tabassé par deux jeunes de la N-VA, j'aurais peut-être voulu témoigner à visage découvert, mais ici c'est un fait divers anodin qui a été rapidement réglé. » Son homosexualité, il n'aime pas en parler. « Cela relève de ma vie privée.

On ne demande pas aux hétéros ce qu'ils font dans leur lit. Je suis quelqu'un de pudique. »

Pierre insiste : ce n'est pas parce qu'il fait partie du CDH, parti supposé moins ouvert sur ces questions, qu'il parle anonymement. « Au contraire, cette vision qu'on a de mon parti me donnerait plutôt envie de témoigner à visage découvert ! Benoît Lutgen et le bourgmestre de la commune où je suis échevin sont au courant et ça ne leur pose aucun souci. Peut-être que certaines personnes auraient encore pu être choquées il y a quelques années, mais les mentalités ont évolué. De toute façon, si quelqu'un refuse de m'accepter tel que je suis, je n'ai pas besoin qu'il vote pour moi. »

Craint-il que son homosexualité l'empêche de gravir les échelons dans son parti afin d'obtenir des postes à responsabilités ? « Je ne pense pas que ce soit un frein. Il y a plusieurs personnalités au CDH qui s'assument totalement sans que cela pose de soucis. Tout le monde savait que j'étais gay quand j'ai postulé comme responsable d'une section et cela n'a jamais été utilisé contre moi. »

PROPOS RECUEILLIS PAR  
M.BMÉ

## témoignages Lettres anonymes, insultes et questionnements font partie du quotidien

Cela fait quinze ans que les homosexuels ont le droit de se marier en Belgique. Douze qu'ils peuvent adopter des enfants. Le pays a été dirigé par Elio Di Rupo de 2011 et à 2015. Les exemples de gays ayant des responsabilités ne manquent pas, à tous les niveaux de pouvoir, du nord au sud en passant par Bruxelles.

Aucun des élus que nous avons interrogés (à l'exception de l'échevin d'Ans, Thomas Cialone) n'a été la cible d'injures de la part de l'un de ses collègues. « C'est assez logique car le monde politique se doit d'être en avance par rapport à l'ensemble de la population, analyse Jean-

Jacques Flahaux (MR), quarante ans de vie politique dont une vingtaine hors du placard. C'est aux élus de montrer l'exemple en termes de respect des lois et de lutte contre l'homophobie. »

Épargnés par leurs collègues, nos témoins ne manquent toute-

fois pas d'anecdotes désagréables qui les ramènent inlassablement à leur orientation sexuelle. Jean-Jacques Flahaux encore : « Au milieu des années nonante, le bourgmestre PSC (ancêtre du CDH dont Flahaux a été longtemps membre, NDLR) m'avait convoqué dans son bureau parce qu'il avait reçu un courrier anonyme qui donnait des détails de ma vie sexuelle. J'ai nié. Je le regrette encore aujourd'hui. »

Les lettres anonymes, Christophe Lacroix, sénateur socialiste, connaît bien. L'ancien ministre wallon du Budget se souvient aussi de personnes qui passaient rapidement en voiture et lui hurlaient : « Sale PD ! » à travers la vitre ouverte. « Je ne me suis pas attardé là-dessus mais, en 2015, suite à des insultes sur les réseaux sociaux, j'ai décidé de porter plainte. Je me suis dit que j'avais le devoir de montrer l'exemple, de signifier qu'on ne

pouvait pas tout accepter. L'idée était d'encourager ceux qui sont victimes à ne pas hésiter à réagir. » Finalement, même s'il assure que la police a bien fait son travail, l'affaire a été classée sans suite.

Cela ne surprendra pas grand monde, mais les réseaux sociaux sont le terrain de chasse préféré des homophobes. Benoît Helling, député fédéral (Ecolo), en sait quelque chose. « Je n'ai jamais eu de remarque déplacée

dans le cadre de la vie politique, même si les moqueries sous cape d'adversaires existent. Par contre, je peux vous montrer une liste impressionnante de messages d'insultes sur Twitter. » On les a lus. On vous épargne leur vulgarité. Parce que c'est (presque) drôle, on vous propose plutôt l'anecdote de Jean-Jacques Flahaux. Il y a quelques années, le libéral a reçu une pédale de vélo dans une caisse...

Tous les intervenants contac-

tés nous ont assuré que leur homosexualité n'avait jamais été un frein à l'évolution de leur carrière politique. Même au CDH, parti qui avait voté contre le mariage gay et qui était le seul à ne pas participer à la Gay Pride jusqu'à l'année dernière, les mentalités évoluent. « Tout le monde m'accepte, témoigne Benjamin Goes, conseiller communal centriste à Beauvechain. C'est vrai que le CDH peut avoir des positions plus conservatrices, mais je n'ai jamais senti de fermeture. Ce sont plutôt des proches qui m'ont déconseillé de le dire. Ils pensaient que j'allais perdre des voix, mais cela ne s'est pas du tout confirmé dans les urnes. »

Il y a pourtant encore des élus qui ne s'affichent pas et vont jusqu'à se présenter avec une femme à certains événements pour sauver les apparences. « Certains ont peut-être peur de

*fâcher leur électorat, se demande le ministre de la Mobilité à Bruxelles, Pascal Smet (SP.A). Je pouvais le comprendre il y a trente ans, mais vu la situation politique en Belgique où même les partis conservateurs sont ouverts sur la question, j'ai un peu de mal. On peut ne pas vouloir en parler, mais mentir et faire semblant... On doit banaliser le fait qu'on est gay, s'assumer,*

*sans pour autant l'utiliser comme une publicité ou en faire une obsession. »*

Ceux qui n'osent pas se lancer sont plutôt bloqués par des craintes au niveau personnel plutôt que politique. Plusieurs militants ont confié à Jean-Jacques Flahaux leur peur de prendre des responsabilités parce qu'ils ne s'assumaient pas

dans le cercle familial. « *J'en connais au moins trois qui n'osent pas pour cette raison. »*

Même quand ils s'assument, les élus gays ont rarement envie que leur orientation sexuelle devienne une étiquette. Être vu comme un étendard de la communauté (pour peu qu'elle existe) ne tente aucun d'entre eux. Ils reconnaissent tous ce-

pendant qu'il y a encore un travail à faire pour faire évoluer certaines mentalités dans la société. Et peut-être aussi chez certains politiques... ■

**M. Bmé**